



Revenu agricole 2008 : baisse moins marquée en Pays de la Loire qu'au niveau national

En 2008, le revenu net des agriculteurs baisse de 12 % en termes réels en Pays de la Loire et de 20 % au niveau national. Cette dégradation du revenu agricole touche la majorité des orientations, excepté les producteurs de lait qui tirent leur épingle du jeu. Cette baisse du revenu est due à une dégradation des marchés et à une augmentation des charges, notamment la flambée du pétrole, des céréales et des produits laitiers entraînant celle des engrais et des aliments pour animaux. Avec des marchés agricoles de plus en plus volatils, les filières agricoles sont à tour de rôle fragilisées d'année en année.

Dans les Pays de la Loire, le revenu net d'entreprise agricole (RNEA) par actif affiche en 2008 une baisse moins importante qu'au niveau national, 12 % contre 20 %. De tradition laitière, les Pays de la Loire bénéficient d'une forte contribution du poste «lait de vache» à la valeur totale de ses productions : 19,3 % contre 13,6 % au niveau national. La progression de la collecte de lait dans un contexte de prix élevés au cours du premier semestre 2008 a atténué le recul du RNEA moyen dans la région. A cela s'associe une conjoncture plutôt favorable aux élevages avicoles, également très présents dans la région. Ils représentent près de 18 % de la valeur de l'ensemble des productions régionales pour 7 % au niveau national. Par ailleurs, les filières les plus affectées par les baisses de revenus ont moins de poids en Pays de la Loire qu'au niveau national. Ainsi les céréales ne représentent que 10 % de la valeur des productions de la région contre 17 % au niveau national. De même le poids de la valeur de la viticulture, à peine 5 % dans la région est nettement en deçà des 15 % nationaux. La baisse du revenu des agriculteurs ligériens s'en trouve atténuée.

Revenu en berne pour les céréaliers, malgré une récolte exceptionnelle

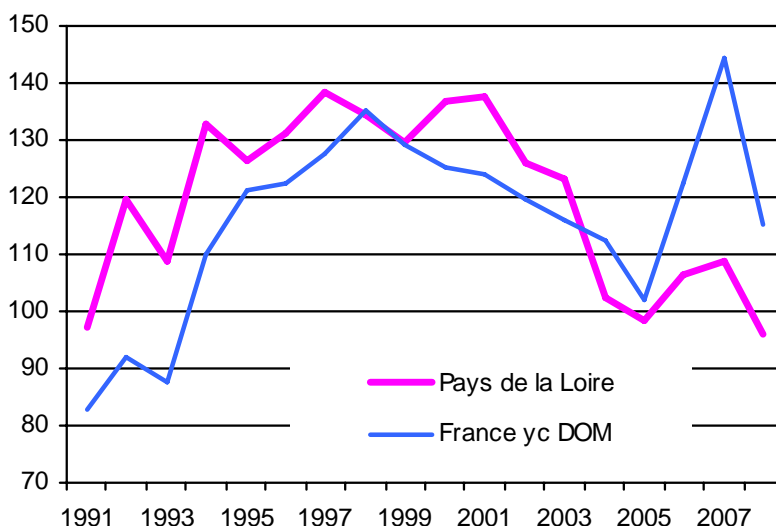
Les deux hausses successives de revenu régional constatées en 2006 et 2007, respectivement de 8,6 % et de 2,1 % auront été de courte durée. Elles n'infirmant pas la baisse tendancielle

enclenchée depuis 2002 dans les Pays de la Loire. Cette période marquée par de nombreux aléas, ponctuels comme la canicule de 2003, ou récurrents comme la volatilité des prix agricoles ces dernières années, montre l'extrême sensibilité du revenu agricole aux aspects conjoncturels. Ces derniers, favorables aux céréaliers en 2007, pénaliseront sans doute les producteurs laitiers en 2009. A cela s'ajoutent les crises alimentaires et sanitaires : la

grippe aviaire en 2005, la fièvre catarrhale en 2008. Force est de constater que le revenu agricole ne s'inscrit pas dans une progression structurelle à la hausse. Il est estimé cette année à 17 250 € par actif non salarié dans les Pays de la Loire, pour 19 120 € en 2007 et 16 460 € en 2005. Malgré ces résultats négatifs, la valeur de la production agricole hors subvention 2008 ne fléchit pas. Elle augmente même plus qu'en 2007 avec une

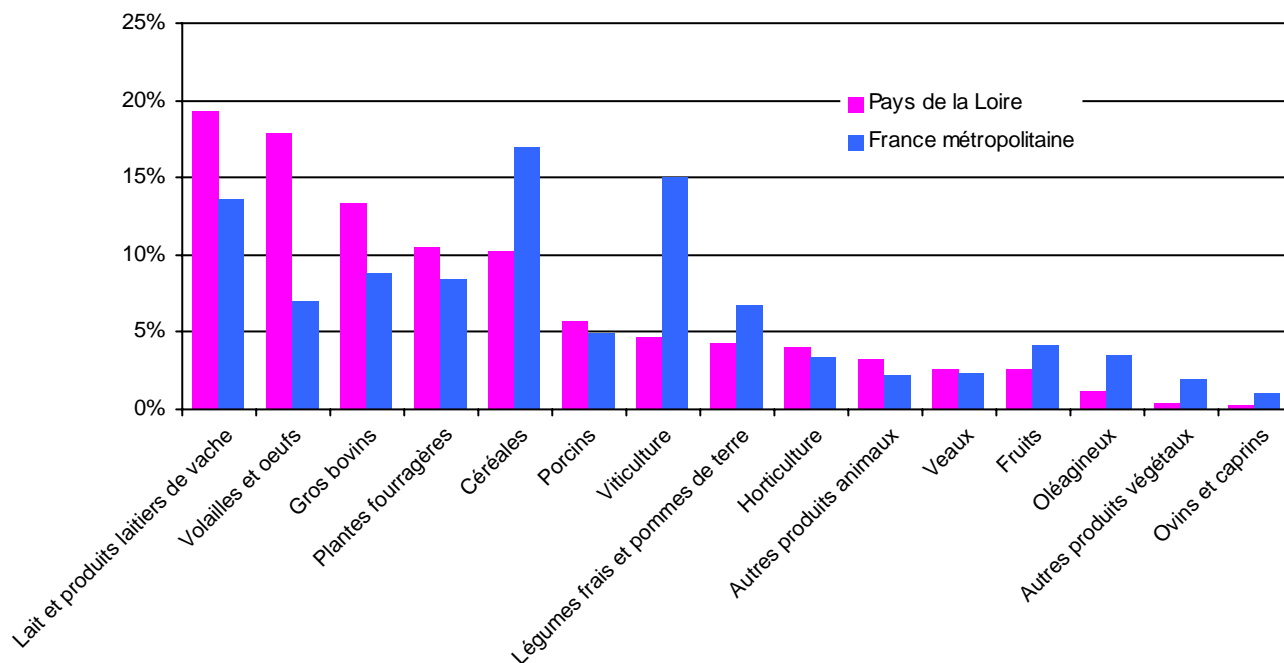
Réduction de l'écart de revenu entre les Pays de la Loire et la moyenne nationale

Evolution du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels en France et dans les Pays de la Loire - Indice 100 en 1990



Le lait génère près de 20% de la valeur régionale des productions

Répartition comparée de la valeur de chaque type de production agricole en % de la valeur totale de la production agricole, hors subvention, en 2008



Source : les comptes provisoires de l'agriculture 2008

progression de 470 millions d'euros, contre 420 en 2007. Comparées à l'année dernière, les productions animales enregistrent une nette augmentation de 12,2 %. Les productions végétales ne progressent que de 1,5 %. Les céréaliers ont perdu en moyenne 30 % de leur revenu, essentiellement en raison du repli des cours de l'ensemble des céréales dès le printemps 2008. La hausse du prix des céréales, enclenchée en 2007, n'a pas perduré du fait d'une récolte mondiale abondante favorisant la reconstitution des stocks mondiaux. Le volume de production a également progressé dans la région : 28 % pour le blé tendre et 44 % pour l'orge. Ces hausses record sont dues pour l'essentiel à l'accroissement de 9 % des surfaces cultivées en blé tendre et en orge associés à de meilleurs rendements que l'année passée : 10 quintaux de mieux pour le blé tendre et 16 pour l'orge. Cet engouement pour les céréales à paille est lié à la suppression des jachères obligatoires à partir de la campagne 2007-2008 dans un contexte de cours bien orientés des céréales au moment des semis d'automne. D'ailleurs, cette mesure a profité aux seules céréales

pour les Pays de la Loire, au détriment des oléagineux, notamment du colza dont la récolte chute de 3 % malgré un meilleur rendement et un cours plus élevé qu'en 2007. Cette baisse s'explique par le retrait de 17 % des surfaces ensemencées en colza. Le colza non alimentaire est encore plus nettement pénalisé. Malgré un contexte favorable au développement des énergies renouvelables, sa sole baisse de 60 % dans la région. Les oléagineux sont les grands perdants de cette campagne tout comme les pois protéagineux qui perdent la moitié de leurs surfaces par rapport à l'an passé.

Nouveau décrochage pour les fruits et légumes

Après une année 2007 en recul, le revenu des arboriculteurs décroche une nouvelle fois d'un tiers en 2008. Ils sont particulièrement touchés par la forte hausse des coûts de production, notamment des engrais et produits de protections des cultures. La région bénéficie toutefois d'une hausse de 7,3 % de la valeur de sa production fruitière grâce à une récolte de pommes en hausse de 5,4 % par rapport à 2007. Celle-ci com-

pense les mauvais rendements de la poire dont le déficit de production est de l'ordre de 50 % pour l'ensemble du verger. Le Maine-et-Loire alimente pour moitié la production en poires dans la région. Cependant, les pommes et les poires se sont écoulées à un prix plus élevé qu'en 2007, + 2,7 % en moyenne dans la région, sans pour autant compenser la hausse des charges intermédiaires.

Le revenu des maraîchers et des horticulteurs baisse globalement de 13 % même si la production progresse légèrement en valeur. Les volumes de légumes produits sont, dans l'ensemble, en hausse de 2,8 % par rapport à 2007. Ainsi, la production de poireaux s'accroît de 12 %, celle de tomates de 7,4 %, celle de concombres de 2,1 %. En revanche, leurs prix chutent de 3,3 %. Ainsi, la tomate régionale s'écoule difficilement face à la concurrence étrangère. Les conditions climatiques fraîches et humides de l'été n'ont pas non plus favorisé la demande des consommateurs. Elles affectent la consommation de melons qui ne décolle pas, alors que la production de melons retrouve un niveau correct après

l'année catastrophique 2007. Le concombre est quant à lui fortement soumis à la concurrence étrangère et peine à trouver sa place. Quant aux poireaux, leurs prix sont en retrait de 13%, entraînant une baisse en valeur du même ordre. Par ailleurs, le renchérissement du coût de l'énergie et des engrais pèse sur les charges et pénalise particulièrement les maraîchers cultivant sous abri.

Malgré une stabilité de ses surfaces, le vignoble ligérien enregistre un recul de 12,2 % de sa production revendiquée en AOC et de 27,7 % pour les autres vins par rapport à la campagne 2007. Pour la troisième année consécutive, la vendange est faible. Les appellations les plus touchées sont le Muscadet, le Gros Plant et les rosés en Anjou/Saumur. La Loire-Atlantique est le département le plus impacté avec un décrochage de près de 30 % de l'ensemble de sa récolte. Les prix, globalement en hausse de 17,8 %, compensent à peine le déficit de volume. La faiblesse des stocks et le niveau élevé des charges pèsent inévitablement sur le revenu des viticulteurs dans un contexte de baisse de la consommation et des exportations. Pour préserver leurs revenus, les viticulteurs devront reconstituer leurs stocks en 2009 afin de satisfaire et conserver leurs parts de marché tout en maîtrisant le niveau de leurs prix.

Producteurs laitiers gagnants

La valeur de la production animale, hors subvention, s'améliore de 12,2 % par rapport à l'année dernière, essentiellement justifiée par la croissance du prix des principales productions animales. Cependant, cette amélioration globale masque les disparités selon les productions. Celle de gros bovins est perturbée par les effets de la fièvre catarrhale, enregistrant une baisse de vente en volume de 2,6 %. L'ensemble des prix des bovins, qui s'étaient repliés en 2007, progresse timidement de 4 % en 2008. Les éleveurs de bovins viande voient, pour la seconde année consécutive, une baisse importante de leur revenu. Ce dernier atteint un niveau historiquement bas, proche de celui du début des années 1990. S'ajoutent les coûts de l'alimentation animale en progression de 13,7 % et les coûts vétérinaires liés à la vaccination contre la FCO qui pèsent inévitablement sur leur résultat 2008,

même si un remboursement partiel de cette vaccination est prévu. En effet, la flambée des prix des céréales intervenue en 2007 est répercutée pour partie en 2008 sur le prix des aliments composés.

La situation est meilleure pour les producteurs laitiers dont le revenu progresse de 21 % grâce aux prix élevés du premier semestre 2008 et à une augmentation de 7,3 % du volume de lait livré. En dépit d'une baisse marquée au quatrième trimestre, le prix du lait augmente en moyenne de 15,4 % sur l'ensemble de l'année. Après cinq années de baisse, il s'est redressé fin 2007 puis au premier semestre 2008, avant d'être entraîné à la baisse par le prix des produits laitiers industriels. L'impact des coûts de l'alimentation des animaux est également moindre pour les troupeaux laitiers, plutôt autosuffisants par rapport à ceux de gros bovins.

Elevages «hors-sols» : du mieux par rapport à 2007

Après une année 2007 de forte baisse, le revenu des producteurs « hors-sol » progresse de 2 % en 2008. Les volumes produits sont quasiment stables pour les volailles et les porcs, dans un contexte de hausse de prix. Ainsi, la production de volailles retrouve son niveau d'avant la crise d'influenza aviaire. Le cours du porc, très bas en 2007, se redresse de 10,5 %. Le prix des volailles s'est égale-

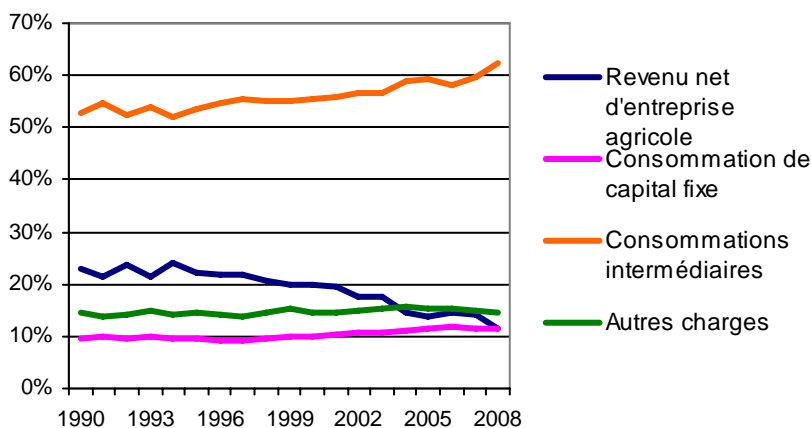
ment bien tenu tout au long de l'année : en hausse de 13,7 %. Ces prix permettent aux éleveurs avicoles de couvrir la quasi-totalité de la forte augmentation du coût de l'alimentation animale mais l'équilibre reste fragile.

Explosion des coûts de production

De manière générale, le renchérissement du coût des consommations intermédiaires a eu un impact négatif sur l'ensemble de la profession agricole. En effet, les consommations intermédiaires constituent le principal poste des emplois du compte de l'agriculture, avec 4,6 milliards d'euros en 2008, soit 62 % du total des emplois. La hausse du prix du pétrole, avant le retournement de l'automne, s'est répercutée sur le prix de l'énergie consommée par les exploitations et sur celui des engrais. Les dépenses concernant les engrais et les amendements s'alourdissent de près de 34 % sous l'effet simultané d'une hausse des prix et d'une utilisation plus importante, en raison notamment de l'extension des surfaces cultivées suite à la suppression des jachères obligatoires. Le prix des aliments pour animaux a également fortement progressé cette année (+ 10 %) en raison des tensions sur le marché des céréales et des produits laitiers en 2007. La baisse du prix des céréales s'est répercutée tardivement sur celui des aliments composés. La faible croissance des productions

Les consommations intermédiaires pèsent de plus en plus

Evolution de la part des différents postes d'emplois du compte de l'agriculture dans les Pays de la Loire



agricoles (3,3 %) ne compense pas l'alourdissement des charges provoqué par le renchérissement de l'ensemble des intrants.

Poids de plus en plus important des consommations intermédiaires

La consommation de capital fixe, qui représente l'amortissement économique du capital de la branche agriculture au niveau de la région, augmente de 7 %. Cette hausse est liée à l'augmentation des investissements en 2007, notamment des céréaliers ayant connu des revenus importants. Les autres charges d'exploitation, liées à l'activité agricole, sont également en progression. Ainsi la masse salariale augmente de 5,2 % dans le compte provisoire de l'agriculture ligérienne, contre 1,6 % au niveau national. Contrairement à la tendance nationale, l'emploi agricole total dans les Pays de la Loire reste stable en 2008. Si le nombre d'actifs non salariés diminue au rythme national, soit - 2,5 %, l'emploi salarié augmente de 3% dans la région. Les impôts fonciers augmentent de 9 %, tout comme les charges locatives, en raison de l'indexation des fermages sur le RBEA par hectare.

Quasi-stabilité du soutien à l'agriculture

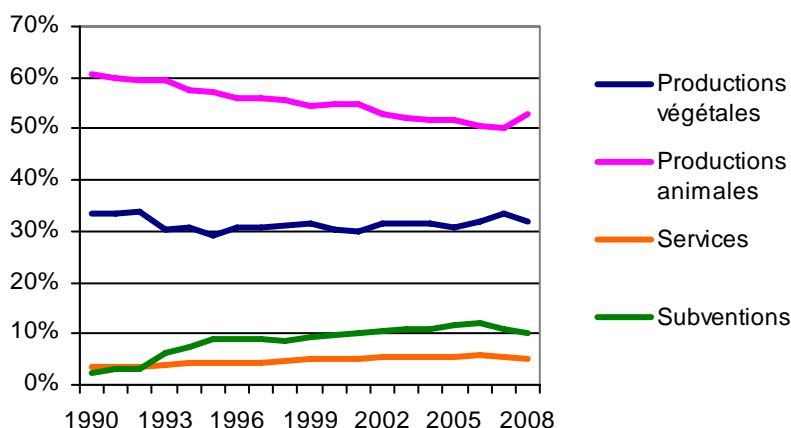
Les ressources du compte de l'agriculture sont constituées très majoritairement par les productions agricoles, les autres ressources étant les subventions d'exploitations. La valeur de la production, évaluée au prix de base (subventions sur les produits comprises), croît de plus de 7 % en 2008. Les subventions sur les produits augmentent de près de 2 %. Les subventions d'exploitation, qui comprennent notamment les Droits à paiement unique (DPU), restent plutôt stables (+ 0,7 %). Globalement, le montant total de subventions versées à l'agriculture ligérienne croît de 1 %. Cependant, le taux de soutien à la production perd 0,5 point passant de 10,8 % en 2007 à 10,3 % en 2008. Ce taux est le rapport des subventions sur l'ensemble des montants perçus par les agriculteurs (valeur de la production + l'ensemble des aides).

Les subventions représentent 10 % des ressources

Ce taux de soutien commence son ascension dès 1995, puis garde un niveau élevé, suite à la revalorisation des aides découlant de l'agenda 2000 et des aides

Les subventions représentent 10 % des ressources

Evolution de la part des différentes ressources du compte de l'agriculture dans les Pays de la Loire



Source : les comptes provisoires de l'agriculture 2008

exceptionnelles pour indemniser les effets de la sécheresse de 2003. L'année 2006 marque un niveau d'aide record.

Fort repli du revenu dans la Sarthe et le Maine-et-Loire

Au sein de la région, la baisse du RNEA est hétérogène. Elle impacte différemment les agriculteurs selon l'orientation de leurs productions et leur département d'activité. En effet, la baisse du revenu par actif non salarié est plus ou moins intense selon le département observé. Elle est particulièrement forte en Sarthe et en Maine-et-Loire avec une baisse supérieure à 17 %, soit cinq points de plus que la moyenne régionale. Viennent ensuite la Vendée et la Loire-Atlantique avec une baisse respective de 12,1 % et 10,2 %.

Enfin, la Mayenne n'enregistre qu'une baisse de 3 %, bénéficiant de structures d'exploitation plus proches de la Bretagne où la baisse n'est que de 3 %.

Visiblement, les départements dont le revenu baisse le moins sont ceux dont les principales productions se sont révélées plus porteuses en 2008 : productions laitières et hors-sol. Département à vocation céréalière et avicole, la Sarthe voit son revenu moyen diminuer. Cette baisse est surtout impactée par le très net recul du revenu des céréaliers (- 30 %). Les cultures de céréales, oléagineux et protéagineux (COP) représentent 20 % de la valeur de la production agricole sarthoise. La forte présence d'élevages avicoles atténue la baisse moyenne du revenu pour le situer à - 17,7 %. Dans le Maine-et-Loire, la

Année difficile pour l'ensemble des départements

Evolution hors inflation du revenu net d'entreprise agricole (RNEA) par actif non salarié

	2007/2004*	2008/2007
France	+ 5,0 %	- 20,4 %
Pays de la Loire	- 1,3 %	- 12,0 %
Loire-Atlantique	- 3,4 %	- 10,2 %
Maine-et-Loire	- 1,5 %	- 17,3 %
Mayenne	- 1,0 %	- 3,0 %
Sarthe	+ 1,0 %	- 17,7 %
Vendée	- 1,0 %	- 12,1 %

* moyennes triennales centrées sur les années 2007 (2008-2007-2006) et 2004 (2005-2004-2003)

Le compte provisoire 2008 de l'agriculture pour les Pays de la Loire

	Valeurs en millions d'€ courants	Evolution 2008/2007 en %			Valeurs en millions d'€ courants
	2007 SD	volume	prix	valeur	2008 P
Céréales	702,24	23,7	-26,5	-9,1	638,26
Oléagineux	76,46	2,8	-7,5	-4,9	72,70
Plantes fourragères	584,87	-2,2	14,8	12,3	657,02
Légumes frais et pommes de terre	268,86	2,0	-1,3	0,6	270,49
Horticulture	236,00	1,7	3,4	5,1	248,13
Vins d'appellation et autres vins	286,92	-13,4	17,3	1,6	291,54
Fruits	149,11	4,5	2,7	7,3	159,98
Autres produits végétaux	21,35	-4,8	6,0	0,8	21,53
Total productions végétales (1) (hors subventions)	2 325,81	5,7	-4,0	1,5	2 359,65
Subventions sur les productions végétales (2)	83,34			3,6	86,32
Gros bovins	827,32	-2,6	4,0	1,3	838,04
Veaux	149,10	14,9	-5,5	8,6	161,89
Porcins	323,12	0,0	10,5	10,5	357,05
Volailles et œufs	998,43	-1,1	13,7	12,4	1 122,15
Ovins et caprins	20,00	-5,0	4,5	-0,6	19,88
Lait et produits laitiers de vache	979,63	7,3	15,4	23,9	1 213,34
Autres produits animaux	193,01	-1,5	6,5	4,9	202,41
Total productions animales (3) (hors subventions)	3 490,61	1,6	10,3	12,2	3 914,76
Subventions sur les productions animales (4)	124,53			0,8	125,58
Activité de travaux agricoles et autres services (5)	378,52	0,0	2,6	2,6	388,34
Production totale au prix de base (6)=(1)+(2)+(3)+(4)+(5)	6 402,81	3,1	4,1	7,4	6 874,65
Consommations intermédiaires (7)	4 140,32	2,5	9,0	11,7	4 623,89
dont aliments pour animaux	1 867,76	2,3	10,4	12,9	2 108,76
engrais et amendements	239,04	7,3	24,6	33,7	319,59
produits pétroliers	225,03	-0,3	24,5	24,1	279,32
Valeur ajoutée brute (8)=(6)-(7)	2 262,49	4,4	-4,7	-0,5	2 250,76
Consommation de capital fixe (9)	802,09			7,1	859,04
Valeur ajoutée nette (10)=(8)-(9)	1 460,40			-4,7	1 391,72
Subventions d'exploitation (11) <i>dont Droit à paiement unique (DPU)</i>	544,58			0,9	549,21
Impôts fonciers et impôts liés à la production (12)	97,70			8,9	106,36
Résultat agricole (valeur ajoutée nette au coût des facteurs) (13)=(10)+(11)-(12)	1 907,28			-3,8	1 834,57
Salaires et cotisations sociales (14)	609,98			5,2	641,82
Intérêts et fermages nets (15)	319,98			4,1	332,99
Revenu brut d'entreprise agricole (17)=(13)+(9)-(14)-(15)	1 779,41			-3,4	1 718,80
Revenu net d'entreprise agricole (RNEA) (18)=(13)-(14)-(15)	977,32			-12,0	859,76
Revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié	19 120,00			-9,8	17 250,00

Source : Agreste - comptes régionaux de l'agriculture

Avertissement : les valeurs ajoutées brute et nette baissent en prix et en valeur du seul fait du découplage des aides et du mode d'enregistrement des subventions dans les comptes nationaux.

PRODUCTION 2007 et 2008 DE LA BRANCHE AGRICULTURE HORS SUBVENTIONS y compris production des activités secondaires des exploitations

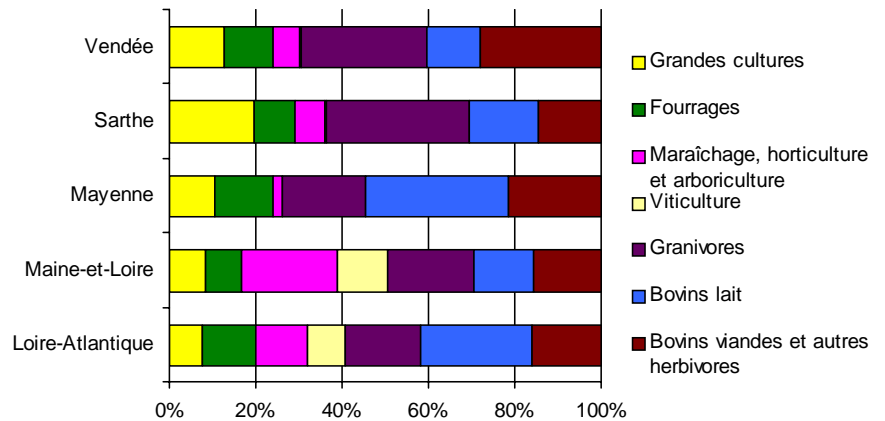
en millions €	44			49			53			72			85		
	2007	2008	évol en valeur %	2007	2008	évol en valeur %	2007	2008	évol en valeur %	2007	2008	évol en valeur %	2007	2008	évol en valeur %
Céréales	71,07	80,12	12,7%	141,92	123,56	-12,9%	113,15	100,19	-11,5%	180,37	153,04	-15,2%	195,73	181,35	-7,3%
Oléagineux	8,73	9,13	4,6%	15,10	12,53	-17,0%	10,21	10,40	1,9%	27,08	27,41	1,2%	15,34	13,23	-13,8%
Plantes fourragères	127,38	143,28	12,5%	114,46	126,92	10,9%	126,30	142,96	13,2%	71,68	80,97	13,0%	145,05	162,89	12,3%
Légumes frais, pommes de terre	104,34	101,17	-3,0%	97,58	99,37	1,8%	2,97	3,68	23,9%	15,55	17,29	11,2%	48,42	48,98	1,2%
Horticulture	26,22	27,97	6,7%	172,84	181,21	4,8%	7,10	7,35	3,5%	13,65	14,74	8,0%	16,19	16,86	4,1%
Vins d'appellation et autres vins	101,24	98,32	-2,9%	178,18	185,96	4,4%	0,00	0,00	0,0%	1,02	1,09	6,9%	6,48	6,17	-4,8%
Fruits	12,79	12,81	0,2%	73,55	74,82	1,7%	11,67	13,60	16,5%	27,57	31,16	13,0%	23,53	27,59	17,3%
Autres produits végétaux	0,93	0,97	4,3%	7,67	8,02	4,6%	2,10	2,00	-4,8%	7,62	7,44	-2,4%	3,03	3,10	2,3%
TOTAL PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES	452,70	473,77	4,7%	801,30	812,39	1,4%	273,50	280,18	2,4%	344,54	333,14	-3,3%	453,77	460,17	1,4%
Gros bovins	139,62	141,43	1,3%	163,23	165,35	1,3%	181,03	183,37	1,3%	103,16	104,50	1,3%	240,28	243,39	1,3%
Veaux	24,14	26,21	8,6%	44,74	48,58	8,6%	29,91	32,48	8,6%	15,18	16,48	8,6%	35,13	38,14	8,6%
Porcins	58,26	64,38	10,5%	65,70	72,60	10,5%	87,73	96,94	10,5%	59,50	65,75	10,5%	51,93	57,38	10,5%
Volailles et œufs	125,49	141,11	12,4%	223,86	251,19	12,2%	94,64	106,78	12,8%	214,21	240,29	12,2%	340,23	382,78	12,5%
Ovins et caprins	3,95	3,99	1,0%	4,42	4,41	-0,2%	2,17	2,19	0,9%	2,56	2,56	0,0%	6,90	6,73	-2,5%
Lait et produits laitiers de vache	238,79	299,89	25,6%	184,11	225,33	22,4%	283,82	353,15	24,4%	118,18	146,15	23,7%	154,73	188,82	22,0%
Autres produits animaux	15,42	16,09	4,3%	30,77	32,55	5,8%	9,59	9,92	3,4%	10,50	11,04	5,1%	126,73	132,81	4,8%
TOTAL PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES	605,67	693,10	14,4%	716,83	800,01	11,6%	688,89	784,83	13,9%	523,29	586,77	12,1%	955,93	1 050,05	9,8%
PRODUCTION TOTALE DE BIENS	1 058,37	1 166,87	10,3%	1 518,13	1 612,40	6,2%	962,39	1 065,01	10,7%	867,83	919,91	6,0%	1 409,70	1 510,22	7,1%
PRODUCTION TOTALE DE SERVICES	59,03	60,55	2,6%	87,89	90,17	2,6%	79,86	81,94	2,6%	50,34	51,65	2,6%	101,40	104,03	2,6%
TOTAL PRODUCTION hors subventions en 2008	1 117,40	1 227,42	9,8%	1 606,02	1 702,57	6,0%	1 042,25	1 146,95	10,0%	918,17	971,56	5,8%	1 511,10	1 614,25	6,8%

Source : Comptes départementaux de l'agriculture

baisse du revenu moyen s'explique essentiellement par la présence significative de productions végétales peu rémunératrices en 2008 comme le maraîchage et l'arboriculture. Les productions animales comme le lait et les volailles, générant des baisses de revenu moins sensibles, permettent de limiter la baisse moyenne de revenu à 17,3 %. Malgré le poids important des gros bovins en Vendée, le revenu moyen des agriculteurs vendéens ne chute que de 12,1% en 2008. Il diminue moins en raison du poids important de la production avicole, un quart de la valeur de l'ensemble de ses productions. La Loire-Atlantique s'en tire mieux également grâce au poids de sa production laitière, plus de 25 % de la valeur de ses productions, et à celle avicole qui contrebalance le poids des bovins viande et de la viticulture très présents également dans le département. Quant à la Mayenne, son revenu moyen est tiré par les productions laitières et hors-sol.

Des départements aux profils agricoles différents

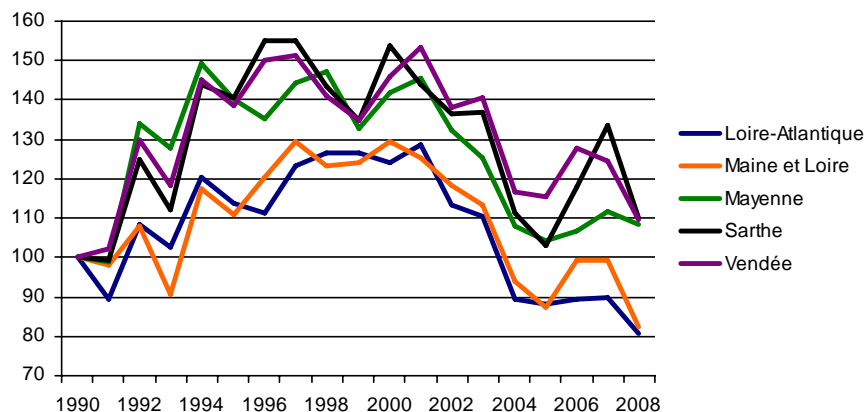
Répartition de la valeur de la production agricole 2008 (hors subventions) dans chaque département des Pays de la Loire en % de la valeur totale de la production agricole



Source : les comptes provisoires de l'agriculture 2008

Loire-Atlantique et Maine-et-Loire : un RNEA au plus bas

Evolution du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels dans les départements des Pays de la Loire - Indice 100 en 1990



Source : les comptes provisoires de l'agriculture 2008

Toutes les données détaillées des comptes régionaux de l'agriculture sont accessibles sur le site national de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr à la rubrique « données en ligne » puis « comptes ».

La réforme des comptes

Depuis 2006, le Service de la statistique et de la prospective (SSP) n'établit plus de comptes départementaux complets de l'agriculture. Seule une évaluation de la valeur de la production est effectuée à ce niveau géographique mais il n'y a plus de données sur les coûts de production et autres charges par département. Néanmoins, afin de retracer les disparités au sein des régions, le SSP a mis au point un **indicateur du revenu départemental**. Il s'appuie sur les résultats du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) par région et catégorie d'exploitations, pondérés par la structure de production propre à chaque département.

Ces indicateurs départementaux du revenu sont cohérents avec l'évolution du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié des comptes régionaux.

Définitions

Les évolutions mesurées en **termes réels** correspondent aux évolutions à prix courant divisées par l'indice de prix du produit intérieur brut (PIB).

Le **prix de base** auquel est valorisée la production est égal au prix du marché auquel vend le producteur plus les subventions sur les produits qu'il perçoit, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.

Les subventions à l'agriculture sont scindées en subventions sur les produits et subventions d'exploitation :

- les **subventions sur les produits** comprennent la part des aides qui reste couplée à la production ;
- les **subventions d'exploitation** comprennent notamment les paiements uniques issus de la réforme PAC, les aides pour calamités agricoles et les contrats d'agriculture durable.

La **consommation de capital fixe** mesure la dépréciation annuelle liée à l'usure et l'obsolescence du capital, lequel est évalué à son coût de remplacement.

Le **résultat agricole net** correspond à la *valeur ajoutée nette au coût des facteurs* (valeur ajoutée nette + subvention d'exploitations – autres impôts sur la production dont impôts fonciers). Si son évolution est rapportée à celle du nombre d'unités de travail annuel total (en équivalent temps plein), on obtient l'évolution du résultat agricole net par actif non salarié.

Le **revenu net d'entreprise agricole** (RNEA) est égal au « résultat agricole net – salaires – cotisations sociales sur les salaires – intérêts versés – charges locatives nettes ». Si son évolution est rapportée à celle du nombre d'unités de travail annuel total (en équivalent temps plein), on obtient l'évolution du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié.

Le **revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié** (RNEA par UTANS) s'apparente au Résultat courant avant impôts (RCAI) de la comptabilité d'entreprise. Il finance la rémunération des exploitants et leurs cotisations sociales.